

LA SITUATION AU PAKISTAN APRES LE 11 SEPTEMBRE

Transcription de l'audition de **Christophe Jaffrelot**

devant la Commission « Affaires étrangères, Défense nationale et Forces armées »

Mercredi 28 novembre 2001

Présidence de M. Xavier de Villepin, président

La commission, élargie aux membres des groupes sénatoriaux d'amitié France-Inde et France-Pakistan, a procédé à l'audition de M. Christophe Jaffrelot, directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERI) sur la situation au Pakistan.

M. Christophe Jaffrelot a d'abord observé que l'Afghanistan a toujours représenté un enjeu important dans la relation indo-pakistanaise, d'une part, parce qu'il offre au Pakistan la profondeur stratégique nécessaire face à l'Inde, d'autre part, parce que les autorités indiennes ont intérêt à appuyer à Kaboul un gouvernement qui leur soit favorable afin de pouvoir constituer une alliance de revers contre Islamabad.

Le Pakistan, a observé M. Christophe Jaffrelot, a, dans un premier temps, tiré les bénéfices de la crise provoquée par les attentats du 11 septembre dernier. En effet, à l'initiative de son Président, le général Moucharraf, ce pays qui supportait de lourdes sanctions décidées après les essais nucléaires de 1998 et le coup d'État militaire de 1999, a apporté son soutien à la cause américaine. Les États-Unis ont été convaincus, pour leur part, de la nécessité de disposer de l'alliance pakistanaise dans leur lutte contre Oussama Ben Laden. La réintégration du Pakistan au sein de la communauté internationale s'est traduite par la multiplication des visites ministérielles au Pakistan et le déplacement du général Moucharraf en Europe et aux États-Unis, ainsi que par la levée progressive des sanctions. Par ailleurs, le Pakistan a su faire valoir, auprès des pays occidentaux, les dangers liés à la crise économique dans laquelle il se trouvait et le coût représenté par les réfugiés venus d'Afghanistan (2.000 personnes par jour selon les données du Haut Commissariat pour les réfugiés). Il a ainsi obtenu le rééchelonnement de sa dette extérieure, dont les remboursements représentent 45 % du budget -consacré par ailleurs à hauteur de

22 % aux dépenses militaires- et le retour sans condition des flux financiers internationaux (680 millions de dollars sur 1 milliard de dollars promis par les Américains ont d'ores et déjà été versés).

Cependant, M. Christophe Jaffrelot a relevé que l'évolution du conflit en Afghanistan plaçait désormais le Pakistan dans une position très délicate. Malgré leur soutien à l'intervention américaine, les autorités d'Islamabad avaient nourri l'espoir que les Talibans modérés demeurerait au pouvoir à Kaboul et comptaient, à cet égard, sur l'engagement américain selon lequel aucune action ne serait entreprise contre la capitale tant qu'une formule politique n'aurait pas été trouvée. Dès lors, les Pakistanais ont eu le sentiment d'être « trahis » par Washington avec l'arrivée au pouvoir à Kaboul de l'Alliance du nord, qui ruine près de vingt ans de stratégie pakistanaise en Afghanistan. Dans l'hypothèse où la Conférence de Bonn ne permettrait pas d'associer des représentants des intérêts pakistanaise au futur gouvernement afghan, le pouvoir pakistanaise pourrait se trouver en difficulté vis-à-vis des militaires, des islamistes et, plus directement encore, des Pashtouns -qui représentent 20 % des effectifs de l'armée et sont également très influents dans les milieux islamistes.

M. Christophe Jaffrelot a rappelé que les Pashtouns représentent 13 % de la population et se concentrent sur le flanc nord-ouest du pays, à la frontière avec l'Afghanistan. Une très forte solidarité ethnique s'est manifestée avec les Pashtouns afghans à la suite des opérations américaines et de l'offensive de l'Alliance du nord. Le retour, dans leur pays, des islamistes pashtouns qui ont prêté main forte aux Talibans, constitue une menace très sérieuse pour le pouvoir pakistanaise dont la réaction reste incertaine ; en effet, les autorités pourraient renforcer leur politique répressive ou être tentées d'envoyer les islamistes au Cachemire où ils seraient appelés à servir les intérêts du Pakistan.

Evoquant alors la position de l'Inde, M. Christophe Jaffrelot a relevé que ce pays avait d'abord cherché à tirer parti de la crise ouverte par les attentats du 11 septembre, en mettant en avant la conjonction d'intérêts, entre Delhi et Washington, face au terrorisme contre lequel les autorités indiennes se trouvaient, pour leur part, confrontées au Cachemire. L'Inde qui avait ainsi proposé ses services aux Etats-Unis, a alors connu une véritable déconvenue lorsque ces derniers ont privilégié l'alliance pakistanaise. Toutefois, cette déception ne devrait pas remettre en cause durablement le rapprochement engagé entre les deux pays depuis deux ans en raison de l'influence de la diaspora indienne aux Etats-Unis, mais aussi de la conviction américaine que l'Inde représente le véritable pôle de stabilité de la région. En effet, à moyen terme, l'Inde peut apparaître comme l'une des

victimes du terrorisme alors que le Pakistan pourrait figurer comme un foyer des réseaux islamistes, Par ailleurs, les autorités d'Islamabad ne sont pas parvenues à internationaliser la question du Cachemire. Enfin, l'Inde offre une grande stabilité politique, même si l'on observe récemment des tensions accrues entre les communautés religieuses. A cet égard, les prochaines élections dans l'Etat de l'Uttar Pradesh auront valeur de test.

M. Christophe Jaffrelot a conclu que l'Inde et le Pakistan pourraient se trouver dans une situation difficile, à l'issue de la crise en Afghanistan, si les réseaux islamistes se repliaient au Cachemire. Dans cette hypothèse, s'est interrogé M. Christophe Jaffrelot, les deux Etats auront-ils conscience de leur intérêt commun ? La réponse, a-t-il estimé, dépendra, pour une large part, de la volonté du Pakistan de conduire résolument une politique de répression contre ces mouvements radicaux.

A la suite de l'exposé du rapporteur, un débat s'est engagé avec les commissaires.

M. Christian de La Malène s'est interrogé sur l'influence dont disposeront les ethnies proches du Pakistan dans le futur gouvernement afghan après la victoire de l'Alliance du Nord.

M. Jean-Pierre Placade s'est inquiété de la possibilité d'un nouveau coup d'État au Pakistan qui serait mené par les militaires proches des islamistes, dont la proportion dans l'armée pakistanaise a fortement progressé au détriment des éléments les plus ouverts et les plus occidentalisés. Qu'en serait-il par ailleurs de l'avenir du Cachemire, de la sécurisation des armes nucléaires pakistanaïses ? M. Jean-Pierre Placade s'est enfin enquis de ce que pourrait être la réaction des États-Unis dans l'hypothèse d'une déstabilisation du Pakistan, compte tenu du risque nucléaire.

M. Claude Estier a souhaité obtenir des précisions sur les rapports qu'entretenait le général Moucharraf avec sa propre population, dont certains éléments avaient manifesté leur hostilité à la politique de soutien aux États-Unis, et en particulier sur l'importance des mouvements islamistes.

M. Michel Bécot, tout en rappelant que le général Moucharraf avait, jusqu'à présent, tenu ses engagements électoraux, s'est demandé s'il serait assez fort pour résister à la pression des islamistes sans l'appui de véritables partis politiques et si, après la crise issue du 11 septembre, une solution pourrait émerger au Cachemire.

M. Xavier de Villepin, président, a souhaité savoir si l'ancien roi Zaher Chah d'Afghanistan pouvait apporter une solution politique ; il s'est interrogé sur l'influence réelle des islamistes dans l'armée pakistanaise, principale institution du pays, et enfin si, compte tenu des accords de Simla de 1972, l'Inde et le Pakistan seraient prêts à accepter une médiation internationale au sujet du Cachemire.

En réponse à ces différents intervenants, M. Christophe Jaffrelot a apporté les précisions suivantes :

- si le Pakistan ne disposait pas d'un relais dans le nouveau gouvernement afghan, la chute des Talibans apparaîtrait comme une défaite pour le général Moucharraf et contribuerait à son affaiblissement ;

- pour contrer tout risque de déstabilisation, le général Moucharraf a limogé les personnalités de la hiérarchie militaire réputées les plus proches des islamistes comme le chef des services secrets. Il prend soin de faire endosser les décisions les plus importantes par sa hiérarchie militaire. Le risque pourrait davantage provenir d'officiers de rang intermédiaire ;

- la stabilité du Pakistan pourrait être menacée par des combattants pashtouns désireux de constituer un « sanctuaire » au nord-ouest du pays et trouvant des appuis auprès de la forte minorité pashtoune de l'armée (20 %) ;

- la crise internationale issue des attentats du 11 septembre a montré la nécessité de lutter contre la prolifération nucléaire. Le Pakistan, qui a construit son arsenal avec l'appui de la Chine et de la Corée du Nord, pourrait, dans l'hypothèse d'une profonde déstabilisation, être tenté de monnayer, d'une manière ou d'une autre, la menace que représente cet armement.

Répondant à M. Xavier de Villepin, président, qui l'interrogeait sur les conditions de sécurité dans lesquelles étaient entreposées les armes nucléaires et sur l'influence du rejet, par le Congrès américain, du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) sur la politique de l'Inde et du Pakistan, M. Christophe Jaffrelot a estimé que les armements étaient disséminés dans différentes bases et qu'il n'y aurait véritablement de risque que si un changement survenait à la tête de l'État. Il a, par ailleurs, jugé nécessaire que l'Inde et le Pakistan adhèrent au TICE pour mettre fin aux essais et au perfectionnement des armes et que les pays membres du « club » nucléaire trouvent une

formule adaptée pour reconnaître à ces deux Etats, leur qualité d'État nucléaire les incitant ainsi à adhérer au traité de non-prolifération (TNP) et à respecter les règles internationales en la matière.

- Il n'est pas exclu que le gouvernement pakistanais ait laissé se développer les manifestations de l'opposition islamiste largement relayées par les médias pour encourager les pays occidentaux à lui fournir une aide nécessaire à la stabilité du pays.

- Les liens tissés entre les islamistes et les militaires, tout au long du conflit du Cachemire, restent en effet très forts. Le général Moucharraf avait dans le passé organisé l'infiltration d'islamistes cashmiri au moment de la guerre du Kargil, afin de faire échouer le rapprochement entre l'Inde et le Pakistan, amorcé par l'ancien Président Sharif et le Premier ministre indien Vajpayee. Dans l'avenir, il n'est toutefois pas exclu que le général Moucharraf, qui se réfère fréquemment au kemalisme, prenne conscience que les groupes armés islamistes menacent l'autorité de l'Etat et décide de s'appuyer sur une classe moyenne, laïque et moderniste. Le soutien inconditionnel qui lui est accordé par les pays occidentaux pourrait ne pas l'inciter, toutefois, à choisir cette option.

- Le général Moucharraf s'est montré soucieux de tenir ses engagements en organisant des élections locales en 2000 et 2001. S'agissant des élections générales de 2002, il a cependant déjà déclaré que, quel que soit le résultat, il n'abandonnerait pas le pouvoir. Par ailleurs, il paraît difficile d'organiser des élections nationales sans la reconstitution de véritables partis politiques. Les partis les plus importants -le parti du peuple pakistanais (PPP) de Mme Benazir Bhutto et la Ligue musulmane- n'ont pu se réorganiser à la suite du coup d'Etat, leurs leaders vivant en exil ou restant sous le coup de condamnations judiciaires. Leur renaissance est, en outre, handicapée par le rejet, par la population pakistanaise, d'une classe politique considérée comme corrompue et peu démocratique. Il semblerait, enfin, que le général Moucharraf souhaite s'appuyer sur une partie de la Ligue musulmane dans la perspective des élections.

- L'Inde et le Pakistan n'ont pu parvenir, pour l'instant, à une solution sur le Cachemire. Au Pakistan le conflit justifie un budget militaire substantiel et en Inde toute concession sur ce sujet irait à l'encontre de la volonté du Parti nationaliste au pouvoir. En outre, l'Inde s'oppose à l'internationalisation du conflit, à la différence du Pakistan qui souhaite qu'un référendum soit organisé au Cachemire, en application d'un voeu exprimé en 1949 par l'ONU.

- En Afghanistan le roi Zaher Chah pourrait être appelé à jouer un rôle modérateur en évitant qu'une des factions s'approprie seule le pouvoir. Une intervention internationale sous l'égide de l'ONU restera cependant nécessaire pour garantir la sécurité et éviter que ne se reconstituent des pouvoirs locaux indépendants.

- Les islamistes sont surtout influents, dans l'armée pakistanaise, au niveau des officiers subalternes, mais les seuls coups d'Etat qui ont réussi dans ce pays ont été initiés par la haute hiérarchie militaire.

Répondant à M. Paul Girod qui l'interrogeait sur la situation en Arabie saoudite, M. Christophe Jaffrelot a indiqué que ce pays restait la cible des mouvements islamistes en raison de son alliance avec les Etats-Unis. Il a, d'ailleurs, estimé que la politique saoudienne pouvait apparaître comme « schizophrène » en étant, d'un côté, l'un des alliés privilégiés des Etats-Unis, et d'un autre côté, le principal bailleur de fonds des réseaux islamistes extrémistes.

A la suite d'une question de M. Jean-Guy Branger, M. Christophe Jaffrelot a indiqué qu'au Pakistan, les partis religieux les plus anciens ont toujours participé aux élections, sans pourtant dépasser 10 % des suffrages. L'audience électorale du nouveau mouvement islamiste est en revanche difficile à estimer.

M. Xavier de Villepin, président, s'est demandé si, après le règlement de la crise en Afghanistan, il était possible que les Etats-Unis engagent, avec les risques de toute nature qu'elle impliquerait, une épreuve de force avec l'Irak qui apparaît, à certains, comme l'un des soutiens des terroristes.

M. Christophe Jaffrelot a alors apporté les réponses suivantes :

- les différents partis pakistanais redoutent que les Etats-Unis abandonnent le Pakistan comme à la fin des années 1980 ;

- les Etats-Unis ont le sentiment d'avoir commis une erreur en n'obtenant pas, en 1991, la chute de Saddam Hussein. Pour infléchir cette tentation de la politique américaine, il serait souhaitable que l'Europe ait la capacité de se faire entendre de façon unie.